

## Service social



***L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960*, par Yves Vaillancourt, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1988, 513 pages.**

Jean-Louis Gendron

Volume 38, numéro 2-3, 1989

Les politiques sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/706449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/706449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

École de service social de l'Université Laval

ISSN

1708-1734 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gendron, J.-L. (1989). Compte rendu de [*L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960*, par Yves Vaillancourt, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1988, 513 pages.] *Service social*, 38(2-3), 325–328.  
<https://doi.org/10.7202/706449ar>

*L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960*, par Yves VAILLANCOURT, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1988, 513 pages.

Un livre qui restera pendant longtemps une référence essentielle pour l'histoire des politiques sociales au Québec et au Canada !

### **Le contexte**

Parlons d'abord du contexte qu'il évoque : la deuxième guerre mondiale et les années qui la suivent. Le Canada est coincé entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain, mais la guerre a relancé l'économie de l'Amérique du Nord durement secouée, quelques années plus tôt, par la grande crise de 1929. Le Québec y apparaît opprimé de l'intérieur par le régime de Maurice Duplessis, et de l'extérieur, par ses voisins anglophones. Victimes de discrimination dans les forces armées canadiennes, les Québécois s'opposent à 85 % à une conscription qui leur est tout de même imposée, pendant que le gouvernement fédéral, lui, par tous les moyens, même ceux qui froissent les droits des provinces et des travailleurs, orchestre un gigantesque déploiement des industries de guerre. Au nom de l'intérêt national, les droits des provinces se voient considérablement diminués.

Puis vient l'après-guerre. De 1945 à 1957, prospérité économique; de 1957 à 1961, récession. De fait, le Québec, comme le Canada, ont profité de l'économie de guerre, sans en subir les dommages matériels, créant ainsi un contexte éminemment favorable au développement de l'industrialisation et à l'entrée massive de capitaux américains.

C'est sur cette toile de fond que Vaillancourt esquisse et développe son analyse : la toile de fond sur laquelle s'est dessiné, historiquement, l'État-Providence de plusieurs pays occidentaux.

### **L'approche théorique**

L'analyse de Vaillancourt a la teinte du matérialisme dialectique de Marx. L'auteur, toutefois, insère entre les deux protagonistes classiques, soit la bourgeoisie et le prolétariat, la « petite bourgeoisie traditionnelle » et « la nouvelle petite bourgeoisie ». Par ailleurs, il empruntera à Nicos Poulantzas sa définition de l'État, considérant celui-ci comme « la condensation du rapport de forces entre les classes » (p. 22). Vues dans cette perspective, les politiques sociales produites par les rapports sociaux capitalistes sont présentées à la fois comme des conquêtes des mouvements ouvriers et populaires et comme des opérations de contrôle mises en place par les classes dominantes. L'auteur enrichit également son cadre théorique en y apportant un autre élément : la régulation fordiste. Cette dernière permettra la jonction entre la consommation et la production de masse. De plus, dans une opération théorique qu'il qualifie lui-même — et avec raison — d'audacieuse, Vaillancourt établit une autre jonction en tenant compte de clivages sociaux moins classiques ceux-là :

l'oppression des femmes et les relations fédérales-provinciales. Ainsi, comme le voudra son ouvrage, « ... trois niveaux de rapports — de classes, de sexes et Ottawa-Québec — sont imbriqués inextricablement les uns aux autres dans les rapports sociaux auxquels renvoie le développement des politiques sociales au Québec et au Canada » (p. 26).

Mais à quoi ressemble ce développement des politiques sociales québécoises et canadiennes ?

### **La structure du livre**

D'abord, le contenant, la structure de l'ouvrage. La pensée de l'auteur s'articule autour de deux pôles qui constituent les deux parties du livre. La première, comprenant trois chapitres, dégage les traits essentiels de la problématique privilégiée dans l'ensemble de l'ouvrage. Il s'agit d'éléments explicatifs, généraux, qui sont d'ordre économique, politique et idéologique et qui sont présentés comme essentiels pour situer les deux grandes stratégies qui s'affrontent : stratégie du gouvernement fédéral pour développer un État-Providence pan-canadien et stratégie du gouvernement québécois, essayant de résister de façon artisanale à l'offensive d'Ottawa pour entrer dans le courant occidental de l'État-Providence.

La deuxième partie de l'ouvrage se veut plus concrète. Elle scrute, en sept chapitres, autant de dossiers particuliers qui relèvent soit de l'initiative du gouvernement provincial, soit de l'initiative du gouvernement fédéral, soit de leurs initiatives conjointes. La santé, l'assistance publique, la pauvreté sordide des mères nécessiteuses, l'assurance-chômage, les allocations familiales, le revenu des personnes âgées et l'assistance-chômage constituent les objets d'analyse de ces sept chapitres.

La conclusion du livre présente un bilan de la période étudiée en synthétisant les grandes caractéristiques de l'évolution des politiques sociales du Canada et du Québec, pendant ces deux décennies.

### **Le contenu analytique**

Avoir évoqué le contenant, c'est déjà avoir résumé le contenu. La première partie de l'ouvrage, intitulée : *Les paramètres généraux*, présente, comme nous l'avons vu, le contexte dans lequel se retrouvaient la société canadienne et la société québécoise au moment de la guerre et immédiatement après. Il s'agit de fait d'une vaste synthèse politique, sociologique et historique où Vaillancourt puisera ensuite les éléments empiriques — livres, rapports, projets de loi, rencontres intergouvernementales, etc. — sur lesquels porteront ses analyses. Cette première partie de l'ouvrage, à la fois succincte et suffisamment précise, apparaît en elle-même comme une féconde analyse politique qui donnera sa véritable dimension à la notion de politique sociale, en situant celle-ci au carrefour des forces politiques d'une société donnée.

Dans le deuxième chapitre en particulier, l'auteur explique comment le gouvernement fédéral se résout finalement en 1943 à se tourner vers la construction de l'État-Providence. Il démontre que c'est à cause bien sûr, d'un contexte global qui l'y invitait mais aussi, de façon conjoncturelle, à cause de la « double peur » que lui inspiraient d'une part, l'impact négatif qu'aurait sur l'économie la fin de la guerre et, d'autre part, la montée sur sa gauche de la Cooperative Commonwealth Federation (C.C.F., ancêtre de l'actuel N.P.D.) qui représentait une force politique progressiste importante et menaçante.

Bien plus importante et menaçante, en tout cas, que ne l'était la stratégie non interventionniste de résistance à la construction de l'État-Providence que développait le Québec, où, à la même époque, commençait à se dessiner la montée d'une opposition aux stratégies duplessistes. À la fin des années 1950, en effet, la stratégie désuète de bien-être social du gouvernement de l'Union nationale est déjà ébranlée de toutes parts et l'on sent une odeur de fin de régime.

Sur ces « paramètres généraux » que nous présente la première partie de l'ouvrage, Vaillancourt construit ensuite patiemment ses sept analyses de programmes qui apparaissent comme autant d'études de cas. Admirablement bien documentée, toute cette partie du livre nous fournit une mine d'informations d'une inestimable richesse sur ce que furent les politiques sociales concrètes avec lesquelles la population du Québec devait composer à cette époque.

L'étude fait également ressortir les rôles de plusieurs acteurs qui sont trop souvent oubliés. Allant du premier ministre Adélard Godbout, au gouvernement progressiste de la Saskatchewan, en passant par le mouvement syndical québécois, l'auteur remet ces acteurs en perspective et, entre autres, formule une critique relativement dure à l'endroit des leaders syndicaux de l'époque.

De fait, la précision avec laquelle Vaillancourt procède dans ses analyses de programmes, fait de la seconde partie du volume une véritable reconstitution historique des rôles que jouaient à l'époque les acteurs les plus influents de la société québécoise, y inclus les chefs de file syndicaux. Cet aspect de l'ouvrage, à lui seul, nous brosse une fresque historique admirable.

## **Conclusion**

Mais que nous reste-il de cet ouvrage, après lecture ? Bien sûr, comme l'écrit Peter Southam dans le présent numéro, un courant d'analyse semble actuellement se développer, pour remettre en question le type d'explications que Vaillancourt avance dans son ouvrage. La thèse du retard de la société québécoise, observable en tous domaines et dû aux ornières du clergé ou aux intérêts de classe de sa nouvelle petite bourgeoisie, est contestée. Mais cette contestation est encore minoritaire et la position prise dans l'ouvrage que nous résumons ici nous paraît avoir suffisamment de rigueur pour ne pas être immédiatement écartée. Quoi qu'il en soit, il faut voir d'un oeil positif la venue de nouvelles tentatives d'explications : c'est ainsi que la science se construit !

Nonobstant cela cependant, *L'évolution des politiques sociales au Québec : 1940-1960* est un livre qu'il sera toujours difficile de dépasser, en ce qui a trait à la qualité du contenu et qui ne pourra être ignoré, même par ceux qui veulent pousser plus loin ou autrement les explications.

Le cadre théorique, bien sûr, offre une perspective particulière d'où les conclusions ne peuvent pas s'échapper ! Mais tout au long du livre, l'analyse est conduite avec beaucoup de souplesse, de discernement et sans que l'auteur ne sombre dans le dogmatisme intellectuel. Priorité est toujours donnée à la présentation du fait empirique analysé après coup seulement, et avec nuance dans les efforts de généralisation. Nous ne sentons nulle part l'hégémonie du modèle marxiste : ce modèle supporte l'analyse; il ne la commande pas.

Et si cette analyse est rigoureuse, par ailleurs elle n'est jamais rigide. Sans verser dans l'impressionnisme ou le pamphlétaire, Vaillancourt réussit parfois à rejoindre son lecteur tout aussi bien au niveau des émotions que de l'intelligence. Son chapitre portant sur l'assistance aux mères nécessiteuses évoque de telles images qu'on ne peut s'empêcher de le lire aussi avec son cœur, un peu comme les descriptions de Charles Dickens. En voici un exemple, un peu long mais révélateur.

« Face aux cas de femmes abandonnées par leur mari, elle (la Commission Montpetit) suggérait la « prudence » (...); cette prudence signifiait qu'il valait mieux ne pas admettre ces femmes dans le programme (d'assistance aux mères nécessiteuses), 'pour ne pas encourager la désertion'. Face aux cas de femmes divorcées et de femmes dont le mari était emprisonné, la Commission recommandait qu'ils ne soient pas admissibles à l'intérieur du programme en prétextant que les divorcées pouvaient toujours s'arranger avec les tribunaux et que le fait de prendre en charge les femmes de prisonniers représentait un 'danger'; de toute façon, pour les unes et les autres, le recours au dispositif de la charité privée, aux yeux de la Commission, demeurait toujours possible » (p. 274).

Comment, entre ces lignes, ne pas revoir *Oliver Twist* à qui les surveillants de la Work House non seulement refusaient un deuxième bol de gruau, mais se scandalisaient devant son audace d'en réclamer « un peu plus » !

Rempli de présentations comme celle qui précède, parsemé ici et là de notes historiques croustillantes, inséré dans un contexte d'analyse politique rigoureuse, sachant se faire précis et succinct lorsqu'il doit l'être, ce volume de Vaillancourt est l'un de ces livres que l'on ne regrette jamais d'avoir lu. Que l'on ne regrette jamais, non plus, d'avoir acheté, ne fut-ce que pour le ressortir de temps à autre de la place respectable qu'il doit occuper dans une bonne bibliothèque.

Jean-Louis GENDRON

*École de service social,  
Université Laval.*